

dans ma ville nous avons réussi, après beaucoup d'efforts, à empêcher l'instruction de bataillons scolaires. C'est ce que nous allons continuer de faire, mais, en d'autres endroits, les officiers font tout en leur pouvoir pour induire les commissions scolaires à accepter leurs propositions. Bien souvent, cela répugne aux commissions scolaires et nombre de parents sont opposés à cette instruction, mais celle-ci est donnée sur la demande pressante des officiers du ministère de la Défense nationale.

Nous avons déjà abordé ces questions, mais je désire les remettre sur le tapis. Dans les circonstances actuelles, il n'est pas excusable d'insérer ce montant dans les crédits supplémentaires et de le maintenir au même chiffre que dans le passé. Quoi qu'il en soit, si les arrangements sont tels que le ministre est tenu en honneur d'appliquer cette politique cette année, il devrait au moins nous donner l'assurance qu'il y aura des réductions dès l'expiration de cette année scolaire.

M. POULIOT: Puis-je suggérer au ministre qu'en ces temps difficiles cet argent pourrait être affecté à l'achat de souliers et de vêtements pour les enfants des chômeurs, qui ne peuvent aller à l'école parce qu'ils sont insuffisamment vêtus. Je sais que cela est vrai dans diverses parties du pays, de sorte que je propose de permettre aux enfants de suivre les classes en étant convenablement vêtus plutôt que d'encourager ces battements de tambours. Je suis heureux d'appuyer les suggestions opportunes de l'honorable député de Grey-Sud-Est et de l'honorable député de Winnipeg-Centre-Nord. Si le ministre ne peut les accepter, ne pourrait-il donner cet argent à des institutions qui sont entretenues par la charité de particuliers. Il est une institution à Montréal qui s'appelle la maison Ignace Bourget, fondée par un membre de la tribune des journalistes et quelques-uns de ses amis pour prendre soin des vieillards de cette ville. A présent, ils hébergent, nourrissent et habillent environ trois cents personnes. C'est une œuvre admirable, et je crois que nous devrions donner autant que possible aux pauvres dans le but de leur aider durant ces jours pénibles.

Mlle MACPHAIL: J'ai dit tant de fois ce que je pense de cette instruction donnée aux bataillons scolaires qu'il m'est inutile de revenir longuement là-dessus ce soir. Mais je tiens à répéter une fois de plus, qu'au point de vue de l'enseignement, cette politique est erronée, parce que, au lieu de développer l'enfant, on l'utilise pour un but qui

[M. Woodsworth.]

ne lui convient nullement. Je constate que nous avons une autorité éminente qui partage cette opinion; j'ai nommé le Dr A. S. Lamb, directeur de l'éducation physique de l'université McGill, qui a exprimé énergiquement ses vues plusieurs fois et dans la presse et en public. Pour cette raison, je suis opposée à l'instruction donnée aux bataillons scolaires. Je crois que si les instructeurs ne touchaient pas la somme de tant par tête, nous n'entendrions guère parler de l'instruction de bataillons scolaires. J'en suis venue à la conclusion que les garçons n'aiment pas cette instruction. Ils préfèrent quelque distraction gaie et libre et qui leur dit quelque chose. Il est possible que les jours de revue, quand tout brille, ils soient attirés par l'étalage, comme la plupart des gens, mais je pense que les écoliers détestent ces exercices exécutés au jour le jour. Ils n'y sont pas intéressés, et si le département et les instructeurs n'exerçaient pas de pression sur eux,—le ministère parce qu'il essaie de maintenir une machine militaire prête jusqu'à un certain point, et les instructeurs parce que cela les paie,—je ne crois pas que nous entendrions beaucoup parler de l'instruction des bataillons scolaires. Même si nos finances le permettaient, nous devrions y renoncer parce que de tous points de vue l'idée est mauvaise; mais cette année nos finances ne le permettent pas. Il est tout simplement ridicule de déboursier pour faire aller et venir fièrement dans une cour des jeunes garçons, fusil au côté, quand d'autres enfants, comme on l'a dit, n'ont pas de quoi se vêtir ni manger pour aller à l'école.

J'avais aujourd'hui à mon bureau un homme d'âge mur bien que paraissant encore jeune, sorti du pénitencier il y a six mois, après deux ans de détention. Il en est sorti résolu à se bien conduire et il a fait un grand effort. Sa conduite depuis est parfaite; il n'a fait rien qui lui reproche. Il a fui ses anciens amis; il a cherché de l'ouvrage, et jusqu'à présent il a réussi à se suffire, mais le voilà dans la misère. Il demandait de l'emploi n'importe quoi, tant il veut travailler. Et ce n'est qu'un entre des centaines. On les voit par dizaines dans les parcs et plusieurs sortent à peine de l'enfance. Ils sont au désespoir, et si nous ne faisons rien pour eux ils échoueront aux maisons de détention. Au lieu d'affecter de l'argent à cette sorte d'absurdité, qui ne l'est pas plus peut-être que l'instruction militaire annuelle, nous devrions consacrer tout ce dont nous pouvons disposer à la préservation de ceux qu'on peut encore sauver. Je constate que nous maintenons encore cette année la force non